

Communiqué de presse

Paris, le 8 février 2022

1

Baromètre ObsAR 2022 : une montée en puissance indéniable des achats responsables. L'heure d'allouer plus de ressources ?

Dans un contexte réglementaire de plus en plus fort (Loi AGEC, loi Climat Résilience, Directive Européenne sur le Devoir de Vigilance...), les organisations privées comme publiques structurent de plus en plus leurs démarches Achats Responsables et gagnent en maturité. Cependant les outils de maîtrise des enjeux et d'impacts positifs ne sont pas encore généralisés.

Si les organisations s'engagent davantage, le frein principal ne réside plus dans les objectifs contradictoires ou le manque de portage, mais bien dans le besoin de renforcer les ressources et le niveau d'expertise en interne sur les achats responsables.

Les résultats et les principaux enseignements du baromètre 2022 ObsAR ont été présentés mardi 8 février lors d'un webinaire en ligne.

Ce baromètre annuel repose sur un sondage effectué entre novembre et décembre 2021. 254 organisations y ont répondu (60% du secteur privé et 40% issues du secteur public).

65% des répondants font partie de la fonction achats et près de 23% des répondants sont issus de la Direction RSE ou de la direction de l'entreprise.

L'édition 2022 apporte un éclairage sur la manière dont les organisations s'intéressent et mettent en œuvre les achats responsables, qu'elles soient publiques ou privées.

78% des répondants ont mis en place une stratégie Achats Responsables, dont 15% depuis moins de 2 ans. « La tendance observée année après année se renforce. La démarche des Achats Responsables trouve sa place dans un plus grand nombre d'organisations », selon Pierre Pelouzet, Président de l'ObsAR.

Des actions achats responsables stimulées par la réglementation et le contexte socio-économique.

L'éthique de l'organisation, l'alignement avec sa raison d'être et la réponse aux attentes des clients/consommateurs sont les 3 principales raisons de l'engagement des organisations privées dans une démarche achats responsables. Côté public, la réglementation et les politiques publiques sont les raisons majeures de l'engagement. « *A contrario, la sécurisation des chaînes d'approvisionnement est l'une des dernières raisons évoquées, à la fois pour le public et le privé. Cela risque de générer des difficultés pour les organisations achats dans le contexte réglementaire actuel* » déclare Pierre Quesada, Secrétaire Général de l'ObsAR.

Dans le déploiement des actions, les organisations identifient les enjeux, mais l'étape de formalisation de ces enjeux sous la forme d'une cartographie des risques est encore insuffisante. Selon l'ISO 20400, cette cartographie est un point central pour crédibiliser la démarche achats responsables. Même si on note une évolution importante de la mise en œuvre d'une cartographie formalisée (+7 points vs 2021), ce sont majoritairement les grandes entreprises

qui ont progressé le plus (84% en 2022 vs 70% en 2021), en cohérence avec les obligations de la loi sur le devoir de vigilance. Pourtant, au regard de l'évolution de la réglementation européenne (DDV), beaucoup plus d'entreprises vont être contraintes à avoir une cartographie des risques. Le secteur public est lui aussi encouragé à réaliser cet exercice, notamment via la démarche de labellisation RFAR. « **Quel que soit le secteur, cette formalisation est nécessaire pour mieux adresser les enjeux et nécessite du temps et des ressources** », précise Bruno Frel, administrateur de l'ObsAR.

D'ailleurs, pour la seconde année consécutive, nous constatons que les acheteurs accordent globalement un faible niveau d'importance à la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement. L'évolution du cadre législatif européen va obliger les entreprises de plus de 250 salariés à se mobiliser sérieusement sur ce sujet. « *Les organisations ont à leur disposition des ressources facilement accessibles pour professionnaliser leurs actions : en tout premier lieu la norme ISO20400 évidemment, et pour nos adhérents, des échanges entre pairs, des guides et des modules de micro-learning dédiés entre autres aux mesures du devoir de vigilance et à la décarbonation des achats* » précise Nathalie Paillon, Directrice des études et des opérations de l'ObsAR.

La norme ISO 20400, dont l'ObsAR a été partie prenante, fêtera cette année ses 5 ans d'existence. Connue par 56% des répondants, elle remplit sa fonction de guide sur les achats responsables puisqu'elle inspire et est largement utilisée pour se préparer au Label Relations Fournisseurs et Achats Responsables pour 50% des répondants (public et grandes entreprises). « *Notre ouvrage **100 questions pour comprendre et agir – Les achats responsables – Mise en œuvre de la norme ISO 20400** vise à rendre encore plus accessible les recommandations de la norme, via des retours d'expériences d'opérationnels.* » précise Nathalie Paillon. La deuxième édition du baromètre sur l'utilisation de la norme ISO 20400 sera présentée fin 2022 et une enquête publique sur la nécessité de révision de la norme est lancée du 11 février au 31 mars 2022 par l'AFNOR.

Les actions de soutien qui ont été mises en place avec les fournisseurs pour faire face aux difficultés liées à la pandémie de COVID-19 lors du premier confinement ont été maintenues en 2021, pour aujourd'hui faire face aux tensions sur les marchés. Le public et le privé privilégient les facilités de paiement, la recherche de fournisseurs locaux et la prolongation des contrats. La requalification du besoin, mobilisée surtout par le privé, fait écho aux tensions d'approvisionnement et ses conséquences sur le sourcing.

Le contexte socio-économique et la pression réglementaire poussent les organisations à structurer leurs démarches et démontrer leurs actions achats responsables. Pour cela, les ressources actuellement allouées aux postes achats responsables sont trop limitées. Les besoins en temps et en expertise sont les difficultés majeures identifiées par le baromètre.

Reporting et indicateurs

En 2021, on note une forte évolution sur la nature des indicateurs : + 8% sur les indicateurs financiers et + 5% sur les indicateurs extra-financiers. Les indicateurs permettent de rendre compte, en partie, de la performance de la démarche achats responsables. Ce sujet va évoluer dans les prochains mois avec l'application de la CSRD (évolution de la DPEF) et les nouvelles réglementations liées au climat. Ces nouvelles exigences en termes de reporting ESG (Environnement Social et Gouvernance) vont contraindre plus d'organisations à produire des indicateurs liés aux achats responsables. A ce sujet, « *l'ObsAR va renforcer ses travaux sur la **mesure de la performance achats responsables*** » rappelle Pierre Pelouzet.

Les délais de paiement inférieurs à 30 jours sont en hausse de 4% par rapport à l'an passé et concernent 29% des répondants. En 2 ans, cela représente une hausse de +10%, ce résultat est encourageant, d'autant que ce délai de

paiement est une obligation pour le secteur public. Les paiements au-delà de 60 jours ont retrouvé leur niveau d'avant la crise, comme l'a également constaté l'Observatoire des délais de paiement.

Analyse des coûts

Dans la méthode d'analyse en coût de cycle de vie, préconisée par la norme ISO 20400, on note cette année la progression de la prise en compte des coûts de fin de vie, sans doute liée au développement des achats circulaires.

« On note également un léger frémissement de la prise en compte des externalités environnementales, ce qui va être renforcé par les enjeux de décarbonation fixés aux acheteurs, ainsi qu'une tendance à mieux mesurer les impacts positifs de ses achats. » commente Annie Sorel, Vice-Présidente de l'ObsAR.

Environnement

Les enjeux de réduction des déchets et des consommations d'énergie ont été considérés comme les plus importants en 2021. Les autres enjeux environnementaux tels que la réduction des gaz à effet de serre, l'économie circulaire et la biodiversité, poussés par une évolution réglementaire forte, n'ont pas encore été fortement déployés dans les organisations du fait de leur complexité de mise en œuvre. C'est pourquoi l'ObsAR a développé, depuis 2020, un programme sur l'économie circulaire et un groupe de travail sur la décarbonation. « *Nous sommes convaincus que les acheteurs doivent intégrer ces nouvelles dimensions environnementales* » déclare Nathalie Blouet, administratrice de l'ObsAR.

Social

Sur le volet social (droits de l'homme, diversité, conditions de travail, santé sécurité), les critères sont jugés par tous comme importants, même si la santé/sécurité des personnes est toujours placée en première position. Cette thématique fait très souvent l'objet d'une politique développée dans les organisations et est très encadrée par le droit du travail. Sur le thème des droits de l'homme, nous relevons la même incohérence qu'en 2021 : bien que cet enjeu soit partagé par le plus grand nombre, il n'est que très peu traité. L'évolution législative, notamment européenne, va nécessiter une appropriation de cette thématique y compris pour le secteur public.

Sociétal

Sur le volet sociétal, le recours aux entreprises du territoire est le thème le plus plébiscité au regard des autres critères que sont : le recours au handicap, à l'insertion, le développement des PME ou le recours à une entreprise française. On peut néanmoins noter que le développement de l'insertion et du handicap est mieux pris en compte par le secteur public que par le privé. « *Les nouveaux Cahiers des clauses administratives générales et techniques (CCAG) de l'état parus en 2021, prennent en compte ces dimensions, en sont peut-être la cause* » note Nathalie Blouet, administratrice de l'ObsAR.

Contact presse :

Nathalie Paillon
Directrice des études et des opérations
nathalie.paillon@obsar.asso.fr

L'Observatoire des Achats Responsables (ObsAR), est une association créée en 2010 qui a pour objectif de proposer un espace privilégié d'échanges, de connaissance et d'approfondissement des bonnes pratiques en matière d'Achats Responsables. L'ObsAR a piloté à l'AFNOR l'élaboration de la norme « achats responsables » (NF X 50-135), première déclinaison sectorielle

ObsAR 30, Avenue Edouard Belin – 92500 Rueil Malmaison – France

Tél : 07 87 03 17 53 – contact@obsar.asso.fr – www.obsar.asso.fr

Association loi 1901 – Siret 531 392 025 000 15 – APE : 9499Z – N°TVA FR 025 313 92 025

de l'ISO 26000, qui promeut l'intégration d'objectifs de développement durable et de responsabilité sociétale des organisations dans les politiques d'achat et leur mise en œuvre, dans le public comme dans le privé. Il a travaillé à son prolongement à l'international (norme ISO 20400) en pilotant la délégation française, ainsi qu'à sa cohérence avec les réglementations sur les marchés publics. L'ObsAR vise notamment à mettre à la disposition de ses adhérents des outils et méthodes, ainsi que des indicateurs de mesure et d'évolution des pratiques « métier » et des espaces de rencontres entre les parties prenantes. Membre de la Plateforme nationale pour la RSE, l'ObsAR édite des guides pratiques produits par ses groupes de travail, participe à de nombreux événements « achats » et publie annuellement le Baromètre des Achats Responsables. Site Internet : www.obsar.asso.fr